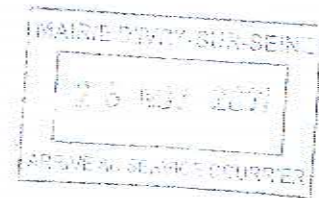


Conseil municipal



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

SEANCE DU 17 NOVEMBRE 2011

Références à rappeler :

DIRECTION DES AFFAIRES
CIVILES ET JURIDIQUES

*Service du conseil
et du contentieux*
D 200

OBJET : FINANCES

Taxe d'aménagement
Fixation des taux



Nombre de membres composant le Conseil	45
Nombre de Conseillers en exercice	45
Présents	27
Absents représentés	13
Absents excusés	4
Absent non excusé	1

L'AN DEUX MIL ONZE, LE DIX SEPT NOVEMBRE à VINGT ET UNE HEURES, le Conseil Municipal de la Ville d'Ivry-sur-Seine s'est réuni en assemblée sous la présidence de Monsieur Pierre GOSNAT, Maire, à la suite de la convocation qui lui a été adressée le 10 novembre 2011 conformément à la procédure prévue par l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales.

PRESENTS

MM. GOSNAT, RAMEAU, Mme DUCHENE, M. MAYET, Mmes PETER, BENDIAF, GAMBIASIO, MM. BELABBAS, BEAUBILLARD, Mme WOJCIECHOWSKI (jusqu'au point C), adjoints au Maire,

M. BARON, Mmes LOICHOT, PERNIN, SCHIAVI, EHRMANN, M. LACHOURI, Mme SPIRO, MM. ONAKAYA MENGE, TAGZOUT (à partir du 1^{er} vœu), CATALAN, MERCIER, MOOG, MACHADO (jusqu'au point B), Mme PIERON, MM. MARCHAND, MOKRANI, Mmes BROUTE (à partir du point A), APPOLAIRE, MM. LECLERCQ, ABERDAM, conseillers municipaux.

ABSENTS REPRESENTES

M. BOUYSSOU, 1^{er} adjoint au Maire, représenté par M. MAYET,
Mme Sandrine BERNARD, adjointe au Maire, représentée par M. MERCIER,
M. ROSSET, adjoint au Maire, représenté par Mme BENDIAF,
Mme WOJCIECHOWSKI, adjointe au Maire, représentée par Mme PETER (à compter des autres points à l'ordre du jour),
Mme PERSTUNSKI-DELEAGE, conseillère municipale, représentée par M. GOSNAT,
Mme MONTUELLE, conseillère municipale, représentée par Mme SPIRO,
M. TAGZOUT, conseiller municipal, représenté par M. MARCHAND (jusqu'au compte rendu des débats de septembre),
Mme OUDART, conseillère municipale, représentée par M. MOKRANI,
M. PRAT, conseiller municipal, représenté par Mme DUCHENE,
M. RIVIERE, conseiller municipal, représenté par Mme LOICHOT,
M. MACHADO, conseiller municipal, représenté par M. MOOG (à compter du point C),
Mme Méhadée BERNARD, conseillère municipale, représentée par M. BEAUBILLARD,
Mme BROUTE, conseillère municipale, représentée par Mme SCHIAVI (jusqu'au 2^{ème} vœu),
M. CASTELNAU, conseiller municipal, représenté par M. LECLERCQ,
Mme LE CARDINAL, conseillère municipale, représentée par Mme APPOLAIRE.

ABSENTS EXCUSES

Mme POURRE, adjointe au Maire,
Mme SCHMIDT, conseillère municipale,
M. MARTINEZ, conseiller municipal.

ABSENT NON EXCUSE

M. CATHENOZ, conseiller municipal.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice et peuvent valablement délibérer en exécution de l'article L.2121-17 du code général des collectivités territoriales.

Le Président de l'Assemblée ayant ouvert la séance, il a été procédé en conformité à l'article L.2121-15 du code précité à l'élection d'un secrétaire.

M. RAMEAU ayant réuni la majorité des suffrages est désigné pour remplir ces fonctions qu'il accepte.
(unanimité)

FINANCES

Taxe d'aménagement

Fixation des taux

LE CONSEIL,

sur la proposition de son président de séance,

vu le code général des collectivités territoriales,

vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.331-1 et suivants relatifs à la taxe d'aménagement,

vu sa délibération en date du 22 janvier 2004 approuvant la révision du Plan Local d'Urbanisme, modifié en dernier lieu le 28 avril 2011,

vu la circulaire du 3 août 2011 concernant les informations relatives aux délibérations fiscales à prendre par les collectivités territoriales en 2011 pour application différée,

vu l'arrêté municipal en date du 23 avril 2009 portant mise à jour du Plan Local d'Urbanisme,

considérant que la part communale de la taxe d'aménagement est instituée de plein droit dans les communes dotées d'un plan local d'urbanisme, sauf renonciation expresse du Conseil municipal,

considérant qu'il appartient au Conseil municipal de fixer le taux de la part communale de la taxe d'aménagement et de décider d'instaurer des exonérations conformément aux dispositions du code de l'urbanisme,

considérant que l'article L.331-9 du code de l'urbanisme permet d'exonérer partiellement les logements sociaux ne relevant pas du PLAI, ces derniers étant exonérés de plein droit,

vu l'avis favorable de la commission urbanisme en date du 3 novembre 2011,

vu le budget communal,

DELIBERE

(par 36 voix pour, 4 voix contre et 1 abstention)

ARTICLE 1 : FIXE pour la taxe d'aménagement un taux de 5% sur l'ensemble du territoire communal.

ARTICLE 2 : DECIDE d'exonérer en partie, dans la limite de 20% de leur surface, les locaux d'habitation et d'hébergement mentionnés au 1° de l'article L.331-12 du code de l'urbanisme qui ne bénéficient pas de l'exonération prévue au 2° de l'article L.331-7 dudit code.

ARTICLE 3 : PRECISE que la présente délibération est valable pour une durée d'un an reconductible et qu'elle est transmise au service de l'Etat chargé de l'urbanisme dans le département au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

ARTICLE 4 : DIT que les recettes en résultant seront constatées au budget communal.

TRANSMIS EN PREFECTURE
LE 22 NOVEMBRE 2011
RECU EN PREFECTURE
LE
PUBLIE PAR VOIE D'AFFICHAGE
LE 18 NOVEMBRE 2011



Et après lecture,
Les Membres ont signé
(les signatures suivent)

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME AU REGISTRE
LE MAIRE D'IVRY-SUR-SEINE,
Pour le Maire, l'agent communal délégué,